

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 29/11/2022

34, rue Jules LEGRAND  
56 100 LORIENT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MICHELIN Vannes**

Zone Industrielle du Prat  
13 av Edouard Michelin  
56037 VANNES

**Références : JPLP/PD/E/2022-306**

Code AIOT : 0005502142

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement MICHELIN Vannes implanté Zone Industrielle du Prat 13 av Edouard Michelin 56037 VANNES. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du contrôle des installations sujettes au vieillissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MICHELIN Vannes
- Zone Industrielle du Prat 13 av Edouard Michelin 56037 VANNES
- Code AIOT : 0005502142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN dont le siège social est situé 23 , place des Carmes-Déchaux - 63040 CLERMONT FERRAND exploite, Zone Industrielle du Prat - Avenue Edouard Michelin 56037 VANNES Cedex, un établissement spécialisé dans la fabrication de fils métalliques.

Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 pour les rubriques 286 – 1523 – 2560 – 2565 – 2630 – 2920 en A 1180 (PCB) – 1418- 2561 – 2910 – 2925 en D.

Le site relève également de la directive IED (rubrique 3260 : Traitement de surface de métaux par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Arrêté Ministériel du 04/10/2010 : vieillissement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vieillessement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	/	Sans objet
2	Vieillessement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations soumises à la surveillance sur le vieillissement sont correctement suivies.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Vieillessement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ;</li> <li>ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ;</li> <li>ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un inventaire des cuves présentes sur le site indiquant leur volume et les mentions de dangers des produits contenus.</p> <p>Cette analyse montre l'absence de cuves concernées par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p> <p>La visite des installations par l'inspection a permis de confirmer cette analyse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables : (...)</p> <p>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; (...)</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. (...)</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. (...)</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis (...) selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p><b>Constats :</b> Concernant les capacités, l'exploitant a présenté à l'inspection un inventaire des capacités présentes sur le site indiquant leur volume et les mentions de dangers des produits contenus.</p> <p>Concernant les tuyauteries, l'exploitant a indiqué que les seules présentes sur le site ayant un diamètre supérieur ou égal à DN 80 transportent de l'eau.</p> <p>L'étude de dangers étant antérieure à 2005, les accidents n'ont pas été évalués suivant l'échelle de gravité définie dans l'arrêté du 29 septembre 2005. Cependant, l'exploitant a indiqué qu'aucun phénomène dangereux ne sort du site.</p> <p>Cette analyse montre l'absence d'équipements concernés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p> <p>La visite des installations par l'inspection a permis de confirmer ces informations</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet